



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Le Conseil fédéral

---

# **Priorités de la Suisse pour la 75<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU**

Rapport du Conseil fédéral à l'intention des Commissions de politique extérieure

du 24 juin 2020

---

## **Priorités de la Suisse pour la 75<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU**

Sur la base de la Stratégie de politique extérieure 2020 - 2023 et de ses quatre priorités thématiques (paix et sécurité, durabilité, prospérité et numérisation) et poursuivant sa candidature pour un siège au Conseil de sécurité pour les années 2023-2024, la Suisse s'est fixée les quatre priorités suivantes.

### **1. Faire face aux conséquences de la COVID-19**

La COVID-19 aura un impact important sur le monde. L'ONU, ses agences et programmes spécialisés devront tirer les leçons de la pandémie et y répondre. La Suisse veillera à ce que l'ONU effectue ces analyses sur la base de conclusions scientifiques et que des mesures concrètes en découlent. Les personnes qui ont été particulièrement touchées par la pandémie et ses conséquences doivent être au centre de toute réponse ultérieure.

### **2. Réformes de l'ONU**

Après 75 ans, le système de l'ONU doit davantage s'adapter aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle. C'est pourquoi, la Suisse soutient les réformes du Secrétaire général (SG) dans les domaines de la "paix et de la sécurité" et de la "culture de gestion moderne" et veille à la mise en œuvre de la réforme du système de développement de l'ONU. L'accent sera mis en particulier sur le renforcement du système des coordonnateurs résidents<sup>1</sup> - y compris son financement durable - ainsi que sur la mise en œuvre des nouvelles stratégies par pays de l'ONU et des réformes au niveau régional. La Suisse dirigera également les négociations pour l'examen quadriennal des activités opérationnelles de développement du système de l'ONU. Ces derniers sont l'instrument le plus important utilisé par les États membres pour fournir des directives politiques au système de développement de l'ONU. La Suisse soutient l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité, des agences de développement de l'ONU, du Conseil des droits de l'homme et des organes conventionnels de l'ONU et s'engage en faveur de la révision du statut du Conseil des droits de l'homme en 2021. Elle défend également la tolérance zéro en matière de harcèlement, d'exploitation et d'abus sexuels dans les missions de l'ONU sur le terrain et sur le lieu de travail.

### **3. Cybersécurité et gouvernance numérique**

Nombre des défis liés à la gouvernance numérique sont de nature mondiale. Cela fait de l'ONU une plateforme de discussion appropriée pour exploiter les opportunités et atténuer les risques associés. La Suisse s'engage en faveur d'un espace numérique libre, ouvert et sécurisé, ainsi que pour l'application du droit international et la clarification de sa signification dans l'espace virtuel. Elle défend ces préoccupations dans le cadre des processus de l'ONU sur la cybersécurité et la cybercriminalité et sur la gouvernance numérique et contribue ainsi activement à la mise en œuvre des recommandations du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique mis en place par le SG. Les droits de l'homme et le droit humanitaire international doivent également être respectés sur Internet ; le traitement des données personnelles à caractère humanitaire doit protéger la vie privée des personnes concernées.

### **4. Genève internationale**

Sur la base de la stratégie du Conseil fédéral visant à renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte, la Genève internationale se positionnera comme un lieu où seront débattues les nouvelles questions qui concerneront le monde dans les prochaines décennies. Outre la consolidation de la paix et les droits de l'homme, il s'agit des défis de la cybersécurité, de la gouvernance numérique, de l'intelligence artificielle, de la génétique et de toutes les nouvelles technologies qui vont changer la société du 21<sup>ème</sup> siècle. Genève se positionnera ainsi encore plus fortement comme un centre d'excellence en matière de gouvernance mondiale sur les thèmes émergents.

---

<sup>1</sup> Le coordonnateur résident (CR) est désormais le plus haut représentant de l'ONU dans le pays, ce qui lui confère la légitimité nécessaire vis-à-vis des autorités de l'État, et coordonne toutes les organisations de l'ONU actives dans le pays.

## **Activités continues:**

Outre les priorités spécifiques qui s'appliquent à tous les domaines thématiques, la Suisse continue d'être active dans ses domaines d'activité de longue date. Ceux-ci illustrent la stabilité et l'ampleur de l'engagement de la Suisse et reflètent en même temps les trois piliers de l'ONU: la paix et la sécurité, la durabilité et les droits de l'homme.

### **1. Paix et sécurité**

Le renforcement de la prévention des conflits, notamment par l'ancrage systématique des droits de l'homme dans les débats sur la politique de sécurité, et l'engagement en faveur des "femmes, de la paix et de la sécurité" se poursuivront au cours de l'année du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la résolution 1325 correspondante du Conseil de sécurité. Il en va de même pour la promotion d'une compréhension moderne de la pérennisation de la paix ("Sustaining Peace"), par exemple dans le cadre de l'examen des activités de consolidation de la paix. En tant que président de la Configuration Burundi de la Commission de consolidation de la paix de l'ONU - et en tant que candidat en 2021 pour un siège au sein de son comité d'organisation - la Suisse s'efforcera de prévenir les crises politiques violentes. La candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU en 2023-24 reste également une préoccupation importante. Dans le cadre du 7<sup>ème</sup> examen de la Stratégie antiterroriste mondiale, la Suisse se consacrera au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme ainsi qu'à la lutte contre les causes du terrorisme. En outre, dans le cadre de la session extraordinaire de l'Assemblée générale (AG) consacrée à la corruption, elle s'engagera tout particulièrement en faveur de mesures préventives (notamment la séparation des pouvoirs, la liberté des médias), de procédures conformes à l'état de droit et de la coopération internationale dans la lutte contre la corruption. La maîtrise des armements et le désarmement restent des thèmes centraux dans l'année du 50<sup>ème</sup> anniversaire du traité TNP. Dans le domaine humanitaire, l'accent est mis sur la protection de la population civile, l'accès des acteurs humanitaires aux personnes dans le besoin et le respect du droit international humanitaire.

### **2. Développement durable**

Le changement climatique et l'Agenda 2030 pour le développement durable restent des sujets centraux. Avec le début de la dernière décennie permettant d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 ("décennie d'action"), le développement durable prend de plus en plus de poids au sein de l'ONU. La disponibilité de données fiables est essentielle pour mesurer la mise en œuvre des différents objectifs. C'est pourquoi, la Suisse prévoit d'organiser le prochain Forum mondial de l'ONU sur les données à Berne. Dans le sillage du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la diminution des ressources et de la résistance aux crises ("résilience"), la transformation vers des systèmes alimentaires durables et l'amélioration de la sécurité alimentaire revêtent également une grande importance. La Suisse s'y emploiera dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021 et lors de la mise en œuvre de l'objectif 12 de l'Agenda 2030 (consommation et production responsables). En outre, la Suisse s'efforce d'obtenir des résultats ambitieux en matière de politique environnementale internationale et apportera sa contribution entre autres dans les domaines des produits chimiques, des déchets et du climat. Elle participera au Sommet sur la biodiversité à New York en septembre 2020.

### **3. Droits de l'homme**

Les libertés d'expression, de réunion et d'association sont des droits fondamentaux indispensables qui doivent également être protégés dans le cadre de manifestations pacifiques. La question des droits des femmes et de la violence contre les femmes reste également d'actualité. Dans son engagement en faveur de l'abolition de la peine de mort, la Suisse, avec le Mexique, prendra la tête de la résolution de l'AG en faveur d'un moratoire sur l'application de la peine de mort. La Suisse participera également aux forums relevant de "l'environnement et les droits de l'homme" afin d'approfondir l'interaction entre ces deux questions et les implications politiques qui en découlent.

D'autres questions relatives aux droits de l'homme restent également à l'ordre du jour de la Suisse : l'interdiction de la torture, la lutte contre l'impunité, le traitement du passé et la protection des défenseuses et défenseurs des droits de l'homme.